

COMPTES RENDUS

Gaïd ANDRO, **Une génération au service de l'État. Les procureurs généraux syndics de la Révolution française (1780-1830)**, Paris, Société des études robespierristes, 2015, 499 p., ISBN 978-2-908327-92-2, 26 €.

S'il est une institution négligée ou minorée dans l'historiographie de la Révolution française, c'est bien celle des procureurs généraux syndics de département, que Gaïd Andro tente de faire sortir du quasi-néant où elle se trouvait, dans un ouvrage original et complexe, issu d'une thèse soutenue en 2012, qui a obtenu le prix Albert Mathiez décerné en 2013 par la Société des études robespierristes : «[...] en identifiant 197 individus ayant occupé la fonction de procureur général syndic entre l'été 1790 et l'automne 1793, c'est l'histoire d'une génération de l'élite administrative et politique que nous pouvons proposer ». Cette présentation de l'auteur met en évidence les objectifs, les enjeux et les difficultés d'une entreprise nécessaire, certes, mais délicate, par l'ampleur des recherches, le spectre des analyses et les enjeux de l'interprétation.

Une institution originale ? Les procureurs généraux syndics représentent le roi d'abord, la République ensuite dans les départements créés entre la loi du 22 décembre 1789 et février 1790. Ils sont chargés de recevoir et de communiquer aux districts, cantons, communes les lois et les décrets, ainsi que de correspondre avec les administrations pour expliquer et résoudre d'éventuels problèmes. Mais, élus au suffrage restreint par les électeurs de leur département, ils n'ont qu'un rôle consultatif dans les assemblées. Personnages importants, presque au niveau des présidents des départements, ils sont appelés à jouer le rôle délicat d'intermédiaires entre l'exécutif qu'ils doivent servir et leurs électeurs, qu'ils ne doivent pas contrarier. Ils détiennent le monopole de la correspondance, sont censés garantir la loi, surveiller ses applications, arbitrer et concilier chaque fois que c'est possible. Mais les procureurs sont également des hommes de réseaux, en relation avec les députés du département, tentés par les solidarités locales face au pouvoir central qu'ils doivent pourtant incarner. Le maintien de l'ordre public devient délicat lors des crises profondes que sont l'application de la Constitution civile du Clergé ou la fuite du roi. Les élections de juin 1790 et le renouvellement de l'automne 1791 sont essentiels, mettant en place plus de 70 % de gens de justice (avocats surtout) en 1790, davantage en 1791, où trente-huit hommes nouveaux remplacent les élus à la Législative et les autres. Pendant une année pleine, les procureurs généraux syndics se sont affirmés, institutionnalisés comme des rouages indispensables au bon fonctionnement administratif du pays, dialoguant de plus en plus avec l'Assemblée nationale plutôt qu'avec un exécutif en voie d'être progressivement discrédité.

La période qui va de la chute de la monarchie à la suppression des districts (décembre 1793, 14 frimaire an II) pose la question d'une « administration impossible » face à la politisation exigée par l'entrée en République et les contraintes du processus révolutionnaire. Gaïd Andro examine les pratiques des procureurs généraux syndics face aux crises impliquées par la Patrie en danger, l'amplification de la Contre-Révolution, la tourmente fédéraliste. Les fonctions se redéfinissent dans les relations délicates avec la Convention, les grands comités, l'action des représentants en mission et les nouveaux



cadres de la sociabilité populaire. En cinq mois, plus de 40 % des procureurs généraux syndics sont arrêtés et condamnés, la plupart pour fédéralisme, tandis que d'autres se « montagnardisaient », comme Pottotfeux, ce « Robespierre de l'Aisne » (p. 295). Le procès général mené contre les procureurs généraux syndics pour des raisons politiques ou administratives conduit à leur « mort annoncée », avant que les réorganisations directoriale et consulaire ne sonnent le glas d'une institution vouée à un oubli quasi définitif au XIX^e siècle.

Dans une troisième partie, Gaïd Andro situe l'expérience éphémère des procureurs généraux syndics dans l'évolution des pratiques administratives de moyenne et longue durée. Elle oppose l'échec programmé de cette institution originale aux leçons de ces quatre années de fonctionnement. Dans les départements, les procureurs généraux syndics ont mené souvent à bien une tâche écrasante, faisant preuve de qualités de compétence et de conciliation généralement reconnues par leurs électeurs et leurs partenaires. L'exercice de leur mandat électif s'inscrit souvent dans des carrières publiques prestigieuses qui n'excluent pas des poursuites judiciaires à leur encontre. Les procureurs généraux syndics, au-delà de la multiplicité de leurs engagements (émigrés, condamnés, montagnards, fédéralistes) ont expérimenté de nouveaux réseaux de la notabilité politique, recherché une nouvelle éthique administrative, fondée sur le désintéressement, le nécessaire dévouement aux administrés, le renoncement à soi. Des études postérieures permettront de montrer leur inscription dans les mémoires départementales, et d'inscrire l'expérience avortée des procureurs généraux syndics de département dans l'histoire de la construction de l'État et des liens difficiles entre le pouvoir central et des territoires à la recherche d'une identité et d'une autonomie propres.

La thèse de Gaïd Andro est originale, car elle met fin à un « vide, voire un déni historiographique », en combinant des études prosopographiques et une analyse institutionnelle, en traitant des différents engagements au cœur d'une fonction inédite, quasi expérimentale. Elle est importante, car elle réhabilite, au-delà des condamnations globales de tous bords, un personnel administratif contraint de se politiser sous la pression des événements. Elle permet, en suivant les carrières des cent-quatre-vingt-dix-sept procureurs généraux syndics d'améliorer la connaissance des élites administratives, de l'Ancien Régime à la monarchie de Juillet. Parallèlement à l'histoire des districts, des cantons, elle place des exemples départementaux quasi monographiques entre la raison d'État et la politique locale, éclairant un chaînon manquant de l'histoire de l'administration révolutionnaire. C'est souligner l'importance des acquis de cette étude, au terme d'un dépouillement d'archives considérables dans quatorze départements, de la consultation de nombreux mémoires des acteurs étudiés, d'une bonne maîtrise des travaux relatifs à l'histoire des élites, voire de travaux universitaires inédits.

Certains apports de la thèse sont particulièrement stimulants. Les procureurs généraux syndics des départements sont à la fois des héritiers et des inventeurs. Héritiers de pratiques d'un Ancien Régime désireux de se réformer dans les années 1780, ils inventent le fonctionnement de leur fonction utopique, entre l'élection « censitaire » et la représentation du législatif (la loi sacrée) et de l'exécutif (le roi) auprès de leurs mandants et administrés. En rupture avec la centralisation toquevillienne, ils sont des pivots de la vie départementale, omniprésents par leurs pratiques, leurs réseaux, leurs médiations, compétents par leurs antécédents d'hommes de loi et leur culture. De plus en plus professionnalisés et notabilisés dans leurs départements, ils sont contraints à se politiser lors des crises nationales, comme la fuite du roi, devenant souvent députés, ou remplacés en 1792 par d'anciens députés. Devenus chefs d'opinion dans la crise fédéraliste, ils sont condamnés plus par cette politisation

« contrainte » que par les dysfonctionnements d'une institution qui a trouvé sa place et son public au fil des années. Les représentants en mission sonnent le glas de l'institution en prenant la place des procureurs généraux syndics, dans leurs rôles d'intermédiaires obligés entre le pouvoir central et les administrations locales, qu'ils peuvent influencer et démettre.

Il était donc nécessaire de réhabiliter une institution profondément ancrée dans l'utopie décentralisatrice de la Constituante, qui faisait des procureurs généraux syndics le contraire des préfets du XIX^e siècle, voire des agents nationaux nommés qui leur ont succédé. Gaïd Andro a bien montré le paradoxe d'une institution méprisée par le XX^e siècle, toutes tendances historiographiques confondues, et la valorisation individuelle des procureurs généraux syndics, dans leur profondeur économique et sociale, comme dans les mémoires familiales, corporatives et départementales. L'auteure présente une typologie des carrières de ses cent quatre-vingt-dix-sept procureurs généraux syndics de département. Écartelés entre les pressions du pouvoir central (« hommes de pouvoirs » et « agents de l'État ») d'une part, et les sollicitations du pouvoir local (« notables locaux » et « techniciens »), ils ont bien évolué selon des engagements différents, mais se sont réclamés d'une éthique commune de fonctionnaires publics élus, dans leur dévouement à la chose publique, leur désintéressement, leur conception du « magistrat idéal » qui leur a souvent valu la confiance de leurs concitoyens avant de suivre d'autres voies de la notabilité et leur carrière politique. Plus influents que puissants, plus « chefs du département » que héros républicains, ils sont vus depuis la décentralisation des années 1970-1980 et le bicentenaire comme des « pères fondateurs » des départements, fédérateurs plus qu'autonomistes. Gaïd Andro donne des exemples de procureurs célébrés pour leur action pendant leur investiture. Son étude est importante pour briser certaines traditions historiographiques et réhabiliter une génération et une pratique méconnues, en les inscrivant dans les logiques, les dynamiques et les perspectives d'une institution qui a tenté de concilier l'autorité politique du législatif et de l'exécutif avec les exigences de l'autonomie locale, par l'arbitrage et la concertation.

Si la démonstration est souvent brillante, et si ces acquis emportent souvent l'adhésion, l'originalité de la thèse de Gaïd Andro suscite des interrogations, inhérentes à de telles entreprises de réhabilitation. Les volontés de suppression des procureurs généraux syndics de département par les girondins et les montagnards à l'été 1793 montrent que l'institution n'a pas pu s'adapter à la marche de la Révolution et qu'elle portait en elle des contradictions difficilement surmontables. Les impasses et les retards historiographiques dépassent les traditions lourdes de la centralisation nécessaire (des intendants aux préfets), pour concerner également les historiens du droit et les historiens locaux. L'auteure ne sépare pas suffisamment dans l'évocation des carrières et des mémoires de ses cent quatre-vingt-dix-sept personnages, ce qui a trait à leur pratique (éphémère) de procureurs généraux syndics de leur département du reste de leur carrière et de leurs trajectoires, pour Beugnot comme pour Goujon, le martyr de Prairial. Enfin, l'historien local pourrait regretter que les autres procureurs, ceux du district et de la commune, ne soient pas associés à leurs homologues du département, dans une étude plus large des différents niveaux d'une institution et de leurs relations. Cela aurait permis d'étendre et d'étoffer les brillantes analyses de Gaïd Andro, en réhabilitant les districts, également condamnés par les thermidoriens en l'an III, pour avoir privilégié un territoire particulier au détriment de la nation. On aurait souhaité également une approche encore plus quotidienne du métier de procureur syndic, des costumes, des conditions matérielles, des rythmes, des contacts, des réseaux. Quelques parallèles avec d'autres fonctions publiques « inventées » par la Constituante auraient pu être stimulants. Mais il est vrai que tout était à reprendre sur un dossier aussi ample.



Au final, l'ouvrage de Gaïd Andro est un livre magistral, qui renouvelle l'histoire administrative et politique. Il éclaire une réforme audacieuse et utopique, en la faisant vivre dans les pratiques, en incarnant les procureurs généraux syndics de départements dans un portrait de groupe cohérent comme dans des trajectoires individuelles contrastées. Le prix Mathiez récompense un ouvrage qui fera date, par son originalité, ses acquis, et par les débats qu'il ne manquera pas de susciter.

Serge BIANCHI

REVUE DES DEUX MONDES, **L'Héritage Robespierre**, numéro spécial, novembre 2015, 200 p., ISBN 978-2-35650-109-7, 15 €.

En proposant un dossier consacré à « L'héritage Robespierre », la *Revue des deux mondes* n'entend pas réunir des contributions historiques, mais d'abord inviter à s'interroger sur le lien entre l'Incorruptible et la mémoire nationale. En cela, la démarche est méritoire. Il faut ainsi prendre l'ouvrage pour ce qu'il est : une enquête sur les références actuelles à la Révolution et, plus encore, un reflet des regards de certains de nos contemporains sur cet événement et sur l'un de ses principaux acteurs. Les neuf contributions, parfois très courtes, aident à mesurer l'actualité d'un héritage, ses perceptions ainsi que les limites de la diffusion des travaux historiens dans le public et auprès de personnalités de la vie politique ou « intellectuelle ». Le constat n'est pas toujours rassurant.

L'histoire n'est pas absente du volume. On la retrouve dans la contribution de Robert Kopp, consacrée au succès révolutionnaire du *Contrat social* ; par des développements qui rappellent des textes de Roger Barny et de Jean-Jacques Tatin-Gourier (non cités), l'auteur insiste sur l'importance du moment révolutionnaire dans le succès de « Jean-Jacques », sans évoquer pourtant la variété de ses lectures possibles. S'inspirant davantage des travaux historiens, le juriste Thomas Branthôme analyse avec nuance les liens entre Robespierre et « la Terreur », rappelant la complexité de la politique d'exception, ses responsabilités multiples et les interrogations des hommes de l'an II sur la fin possible de la Révolution. Lucien Jaume, en confrontant Constitution civile du clergé et culte de l'Être suprême, se livre quant à lui à une réflexion sur l'usage du religieux par les hommes de la Révolution – en écho à son dernier livre.

Parmi les contributions, deux s'inscrivent résolument dans le champ politique. En étudiant l'esprit révolutionnaire, Ran Halevi n'entend pas seulement revenir sur le processus révolutionnaire et la radicalisation, sur lesquels les travaux de Timothy Tackett, Haim Burstin ou Anne Simonin auraient pu être mobilisés ; il réactive également certains débats du Bicentenaire, et réaffirme que « la Révolution est bel et bien terminée » (p. 26). En contrepoint, dans un long entretien, Jean-Luc Mélenchon affirme son actualité nécessaire (« cette histoire n'est pas finie », p. 46) et son attachement à Robespierre, sans cacher que la référence à l'Incorruptible a des vertus provocatrices (« En créant de la conflictualité, on fait émerger de la conscience », p. 41). Il explique aussi son malaise face à la religiosité du personnage, ainsi que sa sympathie pour les revendications sociales des enrégés et des hébertistes.

À quelques exceptions près, les textes réunis se rattachent peu aux travaux historiques récents. Parfois, l'imprécision conceptuelle gêne également la réflexion. Comment peut-on parler de « Terreur » sans s'interroger sur un mot qui, comme « Ancien Régime », n'est qu'une étiquette posthume, et comment affirmer qu'elle est « décrétée le 5 septembre

1793 » (Jaume, p. 75) ? Comment, au mépris des études sur les rouages du gouvernement révolutionnaire, évoquer encore la « dictature » de Robespierre (Onfray, p. 52 ; Mitterrand, p. 93), ou assurer que l'Incorruptible voulut « conquérir le pouvoir », puis de le conserver (Kopp, p. 68), lui qui a refusé de l'exercer jusqu'à l'été 1793 et l'a abandonné un mois avant le 9 Thermidor ? Que penser aussi du contresens qui confond la « vertu publique », cet « amour des lois et de la patrie » exalté par Montesquieu, avec une banale vertu domestique (Viry, p. 97) ? Le lecteur peut également regretter l'absence fréquente de référence à la République dans les analyses sur 1793-1794, comme si la Révolution pouvait en être dissociée, ou comme si « la Terreur » discréditait l'expérience. Le silence en dit long sur notre temps. C'est au moment où les mots « République » et « républicain » sont repris à satiété par les responsables politiques, que les références directes à la Révolution s'effacent de leurs discours...

Ce malaise transparait le plus nettement dans deux textes, d'autant plus surprenants qu'ils procèdent d'hommes qui aspirent à contribuer à la vie intellectuelle. L'article de Frédéric Mitterrand rejette toutes les « terreur », que l'auteur perçoit aussi bien à la Saint-Barthélemy, qu'en 1794 et à la Libération ! Les rapprochements sont hasardeux ; l'évocation des « génocides coloniaux de la république à Madagascar ou en Algérie » l'est tout autant. Étrange lecture de l'histoire, où guerres de religion, révolutions et tout conflit semblent condamnés au nom d'un rejet de la violence, qui discrédite tout mouvement émancipateur. Michel Onfray, quant à lui, présente un Robespierre qui emprunte d'abord à Joël Schmidt (« Il fut d'abord et avant tout un citoyen de la Rome antique », p. 47), puis à Reynald Secher. Onfray n'en doute pas ; Robespierre est le bourreau de la Vendée, le complice de Carrier ; ceux qui n'y croient pas seraient des « dévots » de la « secte robespierriste », des « négationnistes ». L'article se termine par un parallèle avec le nazisme, qui ne relève malheureusement pas seulement de la provocation.

Le propre d'un numéro collectif est de permettre des prises de parole diverses ; la *Revue des deux mondes* témoigne ainsi des perceptions contrastées de Robespierre en notre début de siècle, et de la difficulté, pour beaucoup, à accepter le complexe héritage de la première République. Plus que jamais, le moment révolutionnaire interroge, passionne et divise. Le numéro en dit ainsi plus sur les malaises de notre temps que sur la Révolution ; c'était son objectif premier.

Hervé LEUWERS

Jean JAURÈS, **Histoire socialiste de la Révolution française (H.S.R.F.)**, Paris, Éditions sociales, Coll. « Les Essentielles », 2014, tome 1 « La Constituante », 1188 p., ISBN 978-2-35367-013-0, 30 €, tome 2 « La Législative et La République », 1389 p., ISBN 978-2-35367-014-7, 30 €, tome 3 « La Révolution et l'Europe. La mort du roi », 2015, tome 4 « Le Gouvernement révolutionnaire », 876 p., ISBN 978-2-35367-016-1, 30 €.

Les Éditions sociales sont aujourd'hui une maison d'édition totalement indépendante pour sa gestion et son orientation éditoriale. Cette maison d'édition, par décision judiciaire, a été mise en position de pouvoir reprendre le fonds, et les droits attachés à ce fonds, des précédentes « Éditions sociales », reconstituées en 1945 après leur interdiction de 1939 à la Libération, héritières elles-mêmes des Éditions sociales internationales d'avant 1939 et, à la suite de diverses péripéties, devenues depuis 1980 un simple département du groupe éditorial « Messidor », lequel a été mis en liquidation en 1992. Depuis 1980, quoique



autonome du point de vue de sa gestion économique, le groupe Messidor relevait encore, quoique très indirectement pour sa politique éditoriale, du magistère du Parti communiste français (Pcf) dont il constituait une grande partie de son patrimoine culturel et de son dispositif de communication. Sur le détail de cette longue histoire compliquée, sans y insister plus que de raison, on consultera le recueil dirigé par Jean-Numa Ducange, Julien Hage et Jean-Yves Mollier, *Le Parti communiste français et le livre. Écrire et diffuser la politique en France au xx^e siècle (1920-1992)*, Éditions universitaires de Dijon, Col. « Sociétés », 2014. Mais le rappel succinct de cette histoire singulière s'impose pour éclairer et comprendre l'originalité et la forme prise par la présente réédition de l'*H.S.R.F.*

Dans le fonds des Éditions sociales relevant de Messidor et de son département de courtage (le « Livre-Club-Diderot-LCD ») se trouvait en effet la dernière réédition, achevée en 1968, de l'*H.S.R.F.* Réalisée sous la direction d'Albert Soboul qui fut à la fois son maître d'œuvre et l'exécutant érudit de cette vaste entreprise commandée en 1960 par la direction des Éditions sociales en conformité avec le vœu émis par la direction du Pcf, cette réédition a connu un succès notable. Doublement préfacée par Camille-Ernest Labrousse, professeur à la Sorbonne, grand maître en ce lieu de l'histoire économique et simultanément membre de la présidence collégiale de la Société des études robespierristes et par Madeleine Rebérioux, qui devenait l'éminente spécialiste de la pensée et de l'action de Jean Jaurès dont elle entreprit plus tard de préparer l'édition des œuvres complètes, cette réédition de l'*H.S.R.F.* fut très remarquée dès son lancement et connut une diffusion considérable. Sa parution sous une forme luxueuse associée à une diffusion par courtage très à la mode en ce temps, fut rendue possible grâce au soutien et au concours de la Caisse nationale des lettres relevant du ministère de la Culture. Le public fut surpris, je puis en témoigner, de se la voir proposée pour un prix élevé, sous forme de sept volumes cartonnés, au texte magnifiquement composé sous forme de deux colonnes par page, imprimé sur beau papier, assorti d'illustrations originales et finalement complété d'un rigoureux volume d'index préparé par Françoise Brunel qui était une disciple d'Albert Soboul. Les retirages successifs jusqu'en 1978 de cette réédition originale, et l'épuisement du stock, acquis en 1980, témoignent en tout cas d'un succès éditorial qui alla bien au-delà des prévisions ! C'est pourquoi, en vue de fournir à la commémoration du bicentenaire de la Révolution française un monument de référence à nos yeux irremplaçable, j'ai pris l'initiative en tant que (avant-dernier) directeur des Éditions sociales, vieux style, de lancer en reproduction photocopie une édition brochée et bon marché des sept volumes de la collection de luxe destinée à la vente par courtage. Commercialisables séparément et enregistrés dans la « Bibliothèque du bicentenaire de la Révolution française » qui, au final, accueillit plus de trente titres, ces sept volumes ont intéressé un large public. L'initiative connut le succès attendu puisque plus de trente mille exemplaires du premier tome (« La Constituante ») furent écoulés en deux ans (selon mon souvenir) même si la vente des six autres tomes n'a pas atteint, souvent de loin, le même volume de diffusion.

La présente réédition, celle qui fait l'objet de l'actuelle chronique, est (et sera pour les deux volumes suivants) la reproduction photocopie en quatre volumes, au lieu des sept précédents, de l'édition Soboul de 1968 précédemment évoquée. Les deux seules modifications formelles intervenues par rapport à l'édition de référence, portent, d'une part sur l'illustration « entièrement revue et numérisée à partir des originaux de la BNF et de la collection des Éditions sociales », d'autre part, sur l'ajout d'annexes qui ont trouvé place dans le tome 4.

Dans sa forme présente, « l'édition Soboul » de l'*H.S.R.F.* se trouve accompagnée de cinq textes qui en éclairent la genèse, rappellent les intentions de ses promoteurs et

préfaciers, donnent à mesurer son importance du triple point de vue de l'historiographie, du substrat idéologique et politique qui depuis l'origine a marqué sa venue dans le référentiel républicain de gauche du XX^e siècle, de son influence sur le mode de représentation de la Révolution française dans l'espace public, français et pour une part international. Trois textes sont repris sans modification de la réédition de 1968 : ce sont par ordre chronologique d'écriture, celui d'Albert Soboul qui est une simple (et trop modeste) « Note de l'éditeur » (3 pages), la préface de Camille Ernest Labrousse « Le socialisme et la Révolution française » (26 pages), la présentation de l'œuvre par Madeleine Rebérioux « Le livre et l'homme » (20 pages). S'y ajoutent deux commentaires récents et fondamentaux de deux historiens de Normandie-Université (GRHIS-Rouen), le premier de Jean-Numa Ducange « Cent ans après. L'opus magnum de Jean Jaurès » (pages IX à XXVII), et la préface de Michel Biard « Lire ou relire Jaurès ? Plus que jamais ! » (pages XXVII à XLI). Les trois premiers textes font désormais corps avec l'*H.S.R.F.* dont ils rappellent évidemment de 1897 à 1900 le pourquoi et le comment du projet, l'engagement enthousiaste de Jean Jaurès, la raison de la qualification d'« historien socialiste » qui aujourd'hui paraît si insolite, la genèse de la problématique jaurésienne et son écriture, l'immense travail d'historien et de maître d'ouvrage de l'illustre tribun socialiste, enfin l'histoire de l'édition de son œuvre depuis les premiers fascicules publiés par l'éditeur Jules Rouff, repris en volume paru sous couverture rouge en décembre 1901 pour « La Constituante » et la publication des volumes suivants jusqu'au dernier consacré à « La Convention », paru en décembre 1903. Ces commentaires déjà anciens permettent ensuite de savoir comment l'*H.S.R.F.* dont les droits associés à ceux du quotidien *L'Humanité* fondé par Jaurès, se trouvèrent, à la suite du Congrès du Parti socialiste de Tours en décembre 1920, récupérés par la majorité favorable à l'adhésion à la Troisième Internationale, tomba donc dans l'escarcelle du Parti communiste français-SFIC par le biais de la « Bibliothèque de L'Humanité » qui fit paraître en 1922-1923 une première réédition annotée par Albert Mathiez, un temps adhérent du Pcf avant de s'en détourner. Nouvelle réédition en 1939, en vue d'accompagner de la part du Pcf le cent cinquantième anniversaire de la Révolution, dont la masse des invendus a été pilonnée par l'occupant avec la quasi-totalité du fonds des Éditions sociales internationales qui avait été saisi à la suite de l'interdiction du Pcf en 1939. Tout cela étant bien connu et balisé par nos trois auteurs et repris dans mille publications depuis 1968, il n'y a pas lieu ici d'y revenir sinon en rappelant le paradoxe souvent signalé, savoir que l'œuvre majeure du plus fécond et du plus prestigieux des dirigeants socialistes du XX^e siècle, assassiné à la veille même du premier grand conflit mondial, a été republiée et remise en orbite sous l'impulsion du Parti communiste français et cela à trois reprises, en 1922, en 1939, en 1968 ! Au-delà de la simple mais irrécusable propriété des droits, la raison en est simple et a fait l'objet d'innombrables commentaires : l'*H.S.R.F.*, comme elle est racontée et vue par Jean Jaurès, est un ouvrage d'inspiration marxiste, laquelle a peu à peu disparu des fondations théoriques du Parti socialiste, un ouvrage qui donnait à voir une révolution, « française » par son ancrage historique, certes limitée par son issue (et peut-être son essence « bourgeoise ») mais profondément populaire et plébéienne dans son processus fondamental, de surcroît républicaine dans sa forme assumée, mais de portée universelle par le message qu'elle a délivré. Si de 1925 à 1934, cette position a pu se trouver apparemment contradictoire avec la politique étroitement « ouvriériste » dominante au sein du Pcf-SFIC, le temps venu du Front populaire (1934-1938) puis de la Résistance, de la Libération et des premiers pas de la quatrième République, ont contribué à inscrire rétroactivement l'*H.S.R.F.* dans le patrimoine idéologique et politique du Parti communiste français comme cela s'est manifesté avec éclat lors du bicentenaire de 1989 (cf Steven L. Kaplan, *Adieu 89 !*, Paris,



Fayard, 1993). En sorte que ce qui au départ était l'effet d'une dévolution de biens a fini par s'incarner dans la matérialité d'une essence fondatrice.

Les deux nouveaux textes qui accompagnent la dernière réédition de l'œuvre de Jaurès, en valorisent l'importance et l'originalité. Dans son commentaire, Jean-Numa Ducange replace avec talent « *L'opus magnum* de Jean Jaurès » dans le mouvement en avant du socialisme, le confrontant dans sa massivité fondée sur la confrontation des « sources » et des récits, au court traité de grande intelligence théorique produit par Karl Kautsky en 1889, englobant d'un seul regard la « postérité » de l'*H.S.R.F.* depuis le tournant des XIX^e et XX^e siècle qui la vit naître et lui donne « sens », jusqu'aux déchirements de dimension internationale qui ont opposé la tradition réformiste du socialisme à l'espérance révolutionnaire née de la Révolution d'Octobre 1917, jusqu'à conclure que « sa lecture est indispensable cent ans après la mort du tribun et deux cent vingt ans après celle de l'« Incorruptible ». Mais l'apport le plus original de la contribution de Jean-Numa Ducange réside dans ce constat : Jean Jaurès, qui était si attentif à traiter des relations internationales en interface avec le mouvement révolutionnaire en France mais observant surtout ce qui se passait en Allemagne, en Grande-Bretagne, outre-Atlantique et dans l'espace colonial, est peu connu dans ces pays où, son œuvre n'étant traduite ni en anglais ni en allemand, il y est peu prisé, alors qu'en Italie qu'il évoque à peine, son œuvre est reçue avec enthousiasme ; on peut s'étonner que les historiens du Japon (dont il ne dit rien) ou ceux de l'est de l'Europe, accordent une considérable importance à son grand œuvre dans lequel des penseurs de premier ordre n'hésitent pas à relever une mise en œuvre créative et originale des topiques marxistes. Dans sa préface, Michel Biard s'attache, lui, à souligner à juste titre la haute qualité et l'énormité du travail d'identification des sources et travaux consultés, et de mise au point, entrepris par Albert Soboul dans la préparation de la réédition de *H.S.R.F.* qui porte son nom. Il en souligne la finesse d'appréciation en montrant en quoi elle paraît quelquefois anticiper sur des travaux à venir (que peut-être sa parution a indirectement générés), des recherches que Soboul évoque dans l'annotation des tomes successifs, par exemple s'agissant de la place du colonial et de l'esclavage dans la réalité française de la fin du XVIII^e siècle. Cette reconnaissance laudative de l'effort critique du grand artisan de la réédition autorise l'auteur de la préface à remarquer à quel point nombre d'appréciations de Soboul paraissent aujourd'hui dépassées au regard des recherches internationales et françaises poursuivies et abouties depuis 1968 ! Par exemple, quand Soboul croit créditer Jaurès de lucidité pour avoir salué le « Maximum des salaires » de l'an II comme une mesure en faveur de la hausse de la rémunération de la force de travail humaine, Michel Biard rappelle que l'inflation, la demande croissante du marché, la dérèglementation de l'appareil corporatif intervenu depuis 1789 et l'effort de guerre, avaient largement contribué dans les régions d'économie ouverte et dans les villes à favoriser l'augmentation du salaire, sinon partout, du moins dans de multiples secteurs d'économie ouverte, au point que le maximum des salaires imposé par le Gouvernement révolutionnaire fut au contraire vécu comme une entreprise de baisse autoritaire du revenu salarial, cela au point de générer un mécontentement social qui facilita le coup de force thermidorien. Mais ces justes critiques n'empêchent pas l'auteur de la seconde préface d'affirmer que « *l'Histoire socialiste...* s'inscrit tout autant dans une historiographie existante qu'elle jette les bases d'une historiographie à venir ». Dont acte.

En réalité, à prendre les choses de haut d'un point de vue historiographique, l'*H.S.R.F.* nous paraît se situer à l'origine du grand tournant de la manière de traiter de l'histoire de la Révolution. Après le temps des grands récits exemplaires et fondateurs, de Mignet en 1824 à Louis Blanc (1847-1862) en passant par le grand Michelet (1847-1853),

voici que vint le triomphe de l'« histoire méthodique » et la publication massive des « sources primaires » qui conduisirent à éclairer l'ensemble de l'événement révolutionnaire dans sa durée politique et son étendue sociale : l'œuvre d'Aulard (1901), plus que celle de Taine (1875-1894), magnifie la portée de cette mutation, mais c'est Jean Jaurès et après lui ses disciples avoués, Albert Mathiez, surtout Georges Lefebvre (en tant que devenu co-fondateur pour une part de l'« École des Annales ») et leurs disciples dans de nombreux pays, qui en ont tiré le meilleur parti, à la fois conceptuel et visionnaire. Albert Soboul au lendemain de la *Guerre-Monde de 1937 à 1947* (comme on dit aujourd'hui) contribuera à en renouveler le champ d'expertise en ouvrant la voie aux grandes sociologies rétrospectives, urbaines et rurales, assorties de monographies exemplaires. Mais depuis, cycle de commémorations du bicentenaire de 1989 achevé, nous vivons le temps des remises en questions fondamentales : celles que nous imposent d'opérer, depuis le début du demi-siècle écoulé qui fit notre vie, le *Linguistic Turn*, l'histoire du genre, les *cultural studies*, l'« histoire connectée » (en lieu et place de l'internationalité des échanges), la reconnaissance des émotions dans le jeu des pratiques sociales et l'ensemble des processus conduisant au grand brassage des modes de vie, dont nous découvrons peut-être aujourd'hui, sous le coup des violences imprévues, que la Révolution française en a sans doute enregistré les premières manifestations politiques et les résistances civiques de masse. Mais, dans cette prise en considération de la transformation des regards historiques, nous ne ferons que souligner le rôle pivot de l'*Histoire socialiste* de Jaurès. Et c'est bien là, outre l'intrinsèque beauté de son écriture à fleur de peau, son incomparable mérite.

Claude MAZAURIC

Evguenia DOLGOVA, Textes réunis par [Le savant à l'époque des transformations : N.I. Karéïev en 1914-1931. Études et documents] Ученый в эпоху перемен : Н.И. Кареев в 1914-1931 гг, Moscou, Encyclopédie politique, 2015, ISBN 978-5-8243-1916-3, 512 p., prix non indiqué.

Ce stimulant ouvrage est consacré à la vie et à l'activité de Nikolaï Kareïev (1850-1931), grand représentant de l'« école russe » et éminent spécialiste de la Révolution française. Auteur de nombreux livres sur l'époque révolutionnaire, il s'est tout particulièrement intéressé aux enjeux historiographiques propres à cette période (*Les historiens de la Révolution française*, t. I-III, Léninegrad, 1924-1925, en russe, t. IV, Siktivkar, 1998, en russe). Gabriel Monod et Henri Sée lui ont ainsi régulièrement demandé de rédiger pour les revues françaises des articles sur l'historiographie russe et soviétique de la Révolution française (voir « La Révolution française dans la science historique russe », *La Révolution française*, 1902, t. 42, avril, p. 321-345 ; « Les travaux russes sur l'époque de la Révolution française depuis dix ans », *Bulletin de la société d'histoire moderne*, 1912, t. 2, p. 132-144 ; « Les derniers travaux des historiens russes sur la Révolution française (1912-1924) », *AHRF*, 1925, n° 9, p. 252-262 ; « Russie », « Histoire et historiens depuis cinquante ans. Méthodes, organisation et résultats du travail historique de 1876 à 1926 », Paris, 1927, t. 1, p. 341-370 ; « Les études sur l'histoire de France en Russie depuis vingt ans (1911-1931) », *Revue d'histoire moderne*, 1931, n° 35, p. 369-389).

Après la Révolution de 1917, les profondes transformations qui ont bouleversé l'ancien Empire russe, ont eu de lourdes conséquences sur le développement de la science historique : ceux qui refusaient de suivre la méthodologie marxiste étaient menacés de



poursuite. L'objectif affiché de ce livre est de retracer dans les moindres détails cette période difficile de la vie de Kareiev. La première partie est composée d'une préface et d'une étude scientifique sur Kareiev rédigées par Evguenia Dolgova. La seconde partie, divisée en sept chapitres, comprend de nombreux documents inédits extraits des archives russes. Ces sources livrent des informations précieuses sur le comportement de l'historien lors de la Première guerre mondiale, sur son activité dans les centres d'enseignement supérieur et dans l'Académie des sciences dont il était un membre-correspondant. Des documents touchent aussi à sa vie personnelle et à son implication dans l'édition de ses livres. Sont également publiés ses livrets de notes de 1925 à 1931, fort riches, ses notices autobiographiques, ainsi que de brefs souvenirs.

L'auteure insiste à juste titre sur le fait qu'après la révolution de 1917, ceux qui poursuivaient les historiens russes non marxistes concentrèrent leur attention sur les plus jeunes d'entre eux, qui ne jouissaient pas encore d'une grande autorité scientifique (p. 6). Ce n'était pas le cas de Kareiev, historien reconnu de plus de soixante ans, qui a pu ainsi échapper à l'incarcération en 1930 et à l'exil, contrairement à Eugène Tarlé et à beaucoup d'autres. Il n'eut qu'à essayer des critiques ponctuelles pour ne pas avoir adhéré à la méthodologie marxiste... Et pourtant, citons la lettre d'A. Voden, philosophe russe, datée du 5 décembre 1925, dans laquelle il rapporte à Kareiev l'une de ses conversations en 1893 à Londres avec Friedrich Engels. Ce dernier s'était alors montré très élogieux à propos du livre de l'historien russe *Les paysans et la question paysanne en France dans le dernier quart du XVIII^e siècle*, publié à Moscou en 1879 (sa traduction française date de 1899). Engels affirma aussi que Karl Marx partageait entièrement son avis (p. 175).

L'initiative d'Evguenia Dolgova mérite d'être saluée, car cette nouvelle publication enrichit nos connaissances sur les étapes de la vie et de la carrière de Nikolaï Kareiev, dont la contribution aux études sur la Révolution française est indéniable.

Varoujean POGHOSYAN

Vsevolod VORONINE, [**Ce n'est pas par hasard que la Russie se rappelle... » : la bataille de Borodino dans la mentalité historique des Russes et des Français (d'après les traces du 200^e anniversaire)**] «**Недаром помнит вся Россия...**», Moscou, Prométhée, 2016, 270 p., ISBN 978-5-906879-00-4, 619 roubles.

Le livre de Vsevolod Voronine est consacré aux appréciations diamétralement opposées et aux querelles que la célèbre bataille de la *Moskova*, que nous appelons plus communément la bataille de *Borodino*, a suscitées en Russie et en France depuis deux siècles. Vsevolod Voronine est le premier historien russe à avoir croisé les points de vue des soldats qui s'affrontent au cours de la bataille, des commandants militaires à la tête des armées adverses, y compris Napoléon et Mikhaïl Koutouzov, ainsi que des historiens russes et de quelques Français (Jean Tulard, Marie-Pierre Rey) et Anglais (David Chandler, Dominic Lieven). Bien que Voronine n'utilise que des sources et des ouvrages en langue russe, les mémoires des protagonistes français traduits et réunis dans divers recueils consacrés à la guerre de 1812 lui ont permis de brosser un vaste panorama des regards portés sur cette bataille par les vétérans de deux armées.

Les analyses historiographiques de Vsevolod Voronine rendent compte minutieusement des interprétations, parfois contradictoires, forgées par les historiens russes et soviétiques, en ne manquant pas d'instiller ses propres avis tout au long de l'ouvrage. Il

s'intéresse tout particulièrement à Léon Tolstoï, Eugène Tarlé et Albert Manfred, qui ont considéré cette bataille comme une « victoire morale » des Russes (p. 31). Par ailleurs, il critique particulièrement Nikolaï Troïtski qui, au cours de la *perestroïka* de Mikhaïl Gorbatchev, avait assimilé la bataille de Borodino à une victoire « tactique et stratégique » de Napoléon, réfutant ainsi l'affirmation d'une victoire « décisive » et « militaire » de l'armée russe (p. 26-27). Vsevolod Voronine qui n'est pas convaincu par les analyses de Troïtski les assimile à un « coup d'épée dans l'eau » (p. 27, en français dans le texte). Personnellement, je ne partage pas cet avis pour deux raisons principales. *Primo*, il n'est pas cohérent de réduire les interprétations de Troïtski au simple résultat d'une conjoncture politique nouvelle, en l'occurrence celle de la *perestroïka* et, simultanément, de défendre sans réserve la *Victoire Russe* qui est pourtant une construction mémorielle faisant partie intégrante de la culture russe. *Secundo*, Voronine se réfère aux appréciations des grands historiens soviétiques Tarlé et Manfred, en omettant le contexte et en oubliant qu'à l'époque soviétique, ceux-ci, comme tous les historiens soviétiques fidèles à l'idéologie officielle, se gardaient d'exprimer des opinions qui seraient jugées non conformes (p. 27). Tarlé en fit d'ailleurs les frais : il passa quelques années dans la prison de Leningrad, puis en exil, à Alma-Ata, pour son activité « contre-révolutionnaire ».

Dans cette perspective, le lecteur ne saurait être surpris des critiques émises par Vsevolod Voronine à l'encontre de Fiodor Dostoïevski pour avoir écrit dans son célèbre roman *Les frères Karamazov* : « Je hais toute la Russie [...] En l'an douze, l'empereur français Napoléon [...] envahit la Russie ; si les Français nous avaient conquis alors, c'eût été fort bien fait : une nation intelligente aurait soumis une nation très bête et l'aurait annexée. Les choses alors auraient marché tout autrement » (Fiodor Dostoïevski, *Les frères Karamazov*, Paris, 1950, p. 313). En réalité, comme cela a été démontré, le célèbre écrivain russe aimait énormément sa patrie et son peuple mais souhaitait voir la Russie délivrée du joug de la féodalité et de la servitude. C'est pour cette raison qu'il raviva le souvenir de l'invasion de Napoléon, perçu par beaucoup, et Dostoïevski ne pouvait l'ignorer, comme l'« ennemi juré » du système féodal. D'ailleurs, cette conception a été relayée bien plus tard par Alexandre Soljénitsyne dans son livre *L'Archipel du Goulag* (Alexandre Soljénitsyne, *L'Archipel du Goulag. 1918-1956, essai d'investigation littéraire*, Première et deuxième parties, Paris, 1974, p. 201).

Vsevolod Voronine accorde également une place importante à l'étude des mémoires des vétérans de la Grande Armée, qu'il s'agisse de soldats inconnus, de généraux illustres comme Jean Rapp et Girod de l'Ain, ou d'hommes appartenant à l'entourage de Napoléon, comme Claude François de Méneval, son secrétaire, et Louis Constant Wairy, son valet de chambre. D'après lui, les Français ont tenté d'argumenter en faveur de leur victoire (p. 114, p. 120, p. 125, p. 133, p. 136, etc.). En même temps, quelques-uns d'entre eux n'ont rien écrit sur la victoire française, tel le colonel Lubin Griois (p. 134). Girod de l'Ain, quant à lui, se garde d'affirmer le caractère définitif de la « défaite des Russes » (p. 139). Voronine n'omet pas non plus le point de vue de quelques officiers français qui ne comptent pas la bataille de Borodino parmi leurs victoires (p. 140-141).

Un chapitre très riche (p. 150-214) est consacré à l'analyse des discours des protagonistes russes de la bataille, dont le point de vue diffère sensiblement de celui des vétérans de la Grande Armée. L'auteur note que les mémoires des Russes reflètent non seulement la motivation patriotique des militaires, mais aussi, plus largement, la conviction partagée par les contemporains russes de mener une « lutte sacrée contre les envahisseurs étrangers » (p. 152). Deux approches essentielles de ces auteurs retiennent l'attention : nombre d'entre eux réfutent la défaite de l'armée russe, ainsi que le « mythe » de la victoire



des Français (p. 153, p. 157, p. 166, p. 169) qualifiés de « vainqueurs imaginaires » (p. 162) ; mais quelques-uns livrent un tableau plus nuancé à travers leurs descriptions des pertes humaines et des divisions russes lors de cette bataille sanglante (p. 173, p. 175, p. 178, p. 180, etc.).

Vsevolod Voronine a le grand mérite d'analyser très précisément les jugements portés par les généraux russes sur la bataille de Borodino et leurs conditions de production : il souligne ainsi les enjeux qui sous-tendent des interprétations divergentes. Par exemple, le général Levin August von Bennigsen, qui aspire au rôle de commandant en chef de l'armée russe, a dépeint les Français en vainqueurs et imputé la responsabilité de la défaite des Russes à Koutouzov (p. 186). Son ambition permet de comprendre une interprétation à rebours de celles défendues par beaucoup d'autres, y compris Michel Barclay de Tolly qui, tout en reconnaissant les fautes commises par Koutouzov, ont insisté sur la victoire de l'armée russe (p. 190, p. 192-193). Vsevolod Voronine analyse également les points de vue originaux d'Ivan Paskevitch, de Pavel Grabbé et de Nikolai Mouraviev, futurs généraux : pour eux, aucun des belligérants engagés n'a pris le dessus, et cette bataille est finalement une « partie nulle » (p. 165, p. 200, p. 204).

L'auteur consacre enfin un chapitre à l'étude des mémoires de Philippe Paul de Ségur et d'Armand de Caulaincourt. Leurs opinions sur l'issue de la bataille sont similaires, ce qui justifie leur rapprochement : Borodino n'est pas une victoire complète des Français sur le terrain (p. 224-225, p. 232). En se référant aux quelques passages des mémoires de Caulaincourt, Voronine estime d'ailleurs que Napoléon avait accepté, suite à une conversation avec Louis-Alexandre Berthier, de parler de Borodino comme d'une bataille « sans résultat » (p. 235-236). Cependant, ce jugement de Napoléon entre en contradiction avec ce qu'il affirme dans ses mémoires dictés à Emmanuel de Las Cases à Sainte-Hélène : Borodino y est présenté comme une « victoire complète » (p. 250). À l'opposé de l'affirmation de Napoléon, les propos de Koutouzov sur la bataille de Borodino sont sans ambiguïté : la victoire revient aux Russes (p. 255-257). Dans ces conditions, Vsevolod Voronine pose une question en guise de postface : qui a véritablement remporté la victoire au cours de cette bataille ? Pour y répondre, il se borne à parler de « victoire morale » des Russes en se référant à Tolstoï. Si cette réponse n'est pas dénuée de fondement, elle n'en demeure pas moins incomplète et partielle. Pour ma part, je partage l'avis de Jean Tulard qui, au cours de nos échanges en décembre 1991 à Moscou, avait affirmé : « C'était une victoire française, mais une victoire à la Pyrrhus ».

Quelle que soit la réponse adoptée et quelles que soient les critiques émises à l'encontre des analyses de Voronine, on ne peut que saluer un ouvrage publié en Russie sur la mémoire et l'historiographie de la bataille de Borodino, tant les oppositions et les débats sur cet événement furent et demeurent vifs. Je me prends à espérer que cette première tentative de croisement des sources et des points de vue ouvrira la voie à d'autres recherches, en Russie et ailleurs, qui permettront de dépasser les jugements antagonistes et de mieux comprendre le déroulement complexe et l'issue incertaine de cette bataille.

Varoujean POGHOSYAN

Pietro VERRI, **Méditations sur l'économie politique**, André TIRAN (éd.), Paris, Classiques Garnier, 2015, 441 p., ISBN 978-2-8124-3780-9, 49 €.

Après l'édition de *Traité de la monnaie* de Ferdinando Galiani (Economica, 2005), nous devons à André Tiran, économiste spécialiste de la pensée économique italienne, la coordination de cette riche édition bilingue d'un autre classique du genre. Depuis les jugements de Jean-Baptiste Say ou de Joseph Schumpeter, les *Meditazioni sulla economia politica* passent pour l'un des sommets de l'économie politique des Lumières, aux côtés des œuvres de François Quesnay ou d'Adam Smith. Pietro Verri, auteur d'une abondante œuvre économique, philosophique et administrative (huit volumes publiés en Italie), compte parmi les principaux représentants de la grande capitale des Lumières en Italie avec Naples, à savoir Milan. Franco Venturi, qui avait contribué à une édition italienne des *Meditazioni* (sous la direction de Renzo Felice, Bruno Mondadori, 1998), considérait ainsi Milan comme le grand modèle d'impulsion réformatrice en Italie. Ainsi, avec Cesare Beccaria ou Alfonso Longo, Verri et son frère Alessandro animèrent deux lieux majeurs de la sociabilité intellectuelle lombarde : l'Académie des poings et la fameuse revue *Il Caffè*. Il convient aussi de rappeler que c'est en Italie que furent créées les premières chaires d'économie politique en Europe : à Naples en 1764, à Milan en 1768.

L'ouvrage fit l'objet en Italie de quatre rééditions en l'espace de deux ans, et connut une réception presque immédiate en France avec deux traductions successives (en 1772 et 1773). Grâce à Anne Machet et André Tiran, qui ont travaillé sur la toute première édition anonyme de 1771 parue chez Aubert (l'éditeur de l'*Encyclopédie* en Italie), cet *opus magnum* est rendu à nouveau disponible au public francophone, à qui est offert le luxe de la comparaison avec le texte italien. Certains choix se révèlent peut-être tendancieux, comme rendre « lasciari interamente libere » par « libéraliser totalement » (p. 208-209), ou « stato vincolato » par « État protectionniste » (p. 224-225), termes excessivement anachroniques qui peuvent prêter à confusion ; mais cette nouvelle traduction n'en demeure pas moins fluide et élégante. Le texte est encadré par une bibliographie fournie, un index détaillé, et une imposante introduction qui – dit le coordinateur – est une authentique « œuvre collective », le fruit de plusieurs années de coopération franco-italienne. Elle constitue en effet un apport substantiel à plusieurs égards. Véritable livre dans le livre, dont la composition n'évite cependant pas certaines redites, l'introduction comprend quatre parties : sur l'histoire économique et institutionnelle de la Lombardie autrichienne (par André Tiran), sur les « conditions d'édition au XVIII^e siècle » (par Anne Machet), sur la pensée économique de Verri (par Pier Luigi Porta), et enfin un aperçu biographique du personnage (par Maria Vitali-Volant, également traductrice de Beccaria). Elle illustre une histoire de la pensée économique telle que la défend André Tiran, fruit d'une étroite coopération entre économistes, historiens, linguistes : on ne saurait désavouer une telle démarche destinée à éclairer l'articulation entre représentations et réalités, visant ce que Jean-Claude Perrot appelle « l'histoire concrète de l'abstraction ». Ainsi, Pietro Verri était confronté à des problèmes aussi pratiques, dans le cas de Milan, qu'une faible productivité agricole, une répartition excessivement inégale des terres, une balance commerciale déficitaire, une lourde fiscalité s'exerçant sur les populations sujettes, etc. En même temps, la science économique du XVIII^e siècle restait fortement arrimée à la politique et à la morale : dans l'esprit de l'économie politique italienne des Lumières que Marco Bianchini avait contribué à définir dans son *Bonheur public et méthode géométrique. Enquête sur les économistes italiens (1711-1803)* (Paris, INED, 2002), Verri la définissait comme la science du bonheur public,



dans la droite lignée de son traité philosophique proto-utilitariste, les *Meditazioni sulle felicità* (1763).

Qualifier d'« esprit de révolte », comme le fait à plusieurs reprises Pier Luigi Porta, la personnalité de Verri, paraît sans doute excessif pour décrire le profil de cet héritier, noble de son état, qui fit une grande carrière au service de l'empire habsbourgeois, et notamment de la « Patronne », comme il appelait l'impératrice Marie-Thérèse. Mais il est vrai qu'il détrompa les espérances de son père, juriste et sénateur, en choisissant la voie de l'économie politique et de l'administration auprès des fractions réformatrices « éclairées » de Milan, contre la vieille garde du clergé et de la magistrature. Verri apparaît comme un cas exemplaire de penseur engagé dans l'action publique, qui n'a jamais été universitaire (contrairement à Beccaria ou Antonio Genovesi), et dont la réflexion la plus théorique est étroitement articulée à l'exercice pratique du pouvoir. Il a, notamment, accompli un grand travail de statisticien sur la balance commerciale milanaise. C'est aussi le temps du despotisme éclairé qui, au-delà du vernis idéologique, correspond plus profondément à la montée en puissance des groupes réformateurs dans les personnels politico-administratifs des monarchies et empires européens. Celle-ci est particulièrement sensible en Italie où l'intégration de la république des lettres et des sciences au monde politico-administratif apparaît nettement plus prononcée qu'en France. Ainsi, à Milan, les économistes tendent « [...] à rendre obsolète la figure traditionnelle de l'administrateur qui repose principalement sur un langage technique de nature juridique. » écrit Pier Luigi Porta, p. 104.

Parues au moment où Verri est élu membre du *Supremo Reale Consiglio di Publicca Economia*, les *Méditations*, pour théoriques et dépouillées qu'elles soient, portent les traces de ce contexte général. Si Verri envoya son livre à d'éminentes figures des Lumières (d'Alembert, Diderot, Helvétius, Morellet, Beccaria, Condorcet – ce dernier ne se privant pas de critiquer son usage de la géométrie), les vrais destinataires de ses publications restent les cercles dirigeants de l'empire autrichien, plutôt que l'opinion publique. On pourrait cependant nuancer cette affirmation en faisant remarquer, à l'instar de Sandro Landi (*Naissance de l'opinion publique dans l'Italie moderne*, Rennes, PUR, 2006, p. 139-182), que Verri a amplement traité du thème de l'opinion publique qu'il définissait comme celle des « honnêtes hommes », et non de la majorité ignorante, opinion qu'il n'opposait pas au prince, bien au contraire.

Les trente-huit chapitres composant l'œuvre, souvent brefs, parcourent toutes les figures obligées de l'économie politique des Lumières, dont le grand problème est – écrit Verri – « d'augmenter le plus possible la reproduction annuelle avec un moindre labeur » (p. 293) : le rôle civilisateur du commerce et de la croissance, la monnaie et les prix, l'industrie et les corporations (qu'il souhaite abroger, sauf les apothicaires, car la santé ne peut être entièrement livrée au marché), la balance du commerce, la population, le commerce des grains et l'agriculture, contre les colonies, la finance et la dette, la fiscalité (pas moins de sept chapitres sur l'impôt)... Il en ressort un plaidoyer pour la libre concurrence et le libre-échange, afin de multiplier les vendeurs et d'obtenir l'équilibre économique par le juste prix du marché. Une telle position avait quelque chose de subversif car elle implique la liquidation des corps et des privilèges, une réforme fiscale d'ampleur consistant à faire peser tout l'impôt sur « la classe des *possédants* », et un partage plus équitable des terres et des fortunes : la concentration excessive des richesses et du luxe, néfastes pour la « reproduction annuelle », étant imputable au système des privilèges. Le « libéralisme » de Verri apparaît tranchant, mais pas des plus dogmatiques, car il est bien conscient des impératifs pratiques et des obstacles politiques qui commandent la prudence au législateur. Il illustre assez bien ce que Michel Foucault décrivait comme une nouvelle forme de « gouvernementalité »,

qui consiste à conduire les hommes moins par la force et l'extorsion que par l'exercice réglé de leur liberté raisonnée, gage de prospérité et d'efficacité : non plus « contraindre et décréter », mais « inviter et guider », écrit-il (p. 243). Cependant Verri n'hésite pas à préconiser un « despotisme » transitoire : non pas, certes, sur le modèle physiocratique du despotisme légal, mais sur celui de la dictature romaine, « qui dure le temps nécessaire à la mise en bon ordre et au lancement du système souhaité pour l'avenir », afin de briser la résistance des intérêts particuliers (surtout sur la question fiscale).

Quelques notes des éditeurs dans le corps du texte auraient été sans doute bienvenues pour éclairer certaines références silencieuses, tant l'ouvrage est nourri à l'économie politique européenne, notamment Melon, Cantillon, Dutot, Forbonnais, Hume et, de manière plus critique, les physiocrates, dont Verri conteste la théorie de la valeur (productivité exclusive de l'agriculture). On mentionnera, par exemple, l'explication avec la *Théorie de l'impôt* du marquis de Mirabeau et sa proposition d'impôt unique territorial (Chap. XXXII), la confrontation avec la théorie physiocratique des classes (Chap. XXIV), ou la représentation du grand modèle implicite de Verri en matière de politique économique, à savoir le Royaume-Uni, qui jouit d'une position économique et politique prééminente depuis l'issue victorieuse de la guerre de Sept Ans.

Les *Méditations* se concluent logiquement sur un portrait du ministre idéal de l'économie qui, s'il est un autoportrait, cristallise au-delà de Verri les attentes et les projets de ces Lumières d'État qui – non sans paradoxe – inventèrent le libéralisme. Pour toutes ces raisons, on ne peut que féliciter les éditeurs de permettre la (re)découverte de cet ouvrage, qui intéressera tant les historiens des sciences sociales que ceux des milieux réformateurs en Europe à la veille de la Révolution.

(Je remercie vivement Jérémie Barthas pour sa relecture et ses conseils avisés ; je reste seul comptable de mes erreurs).

Arnault SKORNICKI

Céline BORELLO, **Du Désert au Royaume. Parole publique et écriture protestante (1765-1788). Éditions critiques du Vieux Cévenol et de sermons de Rabaut Saint-Étienne**, Paris, Champion, coll. Vie des Huguenots (N° 65), 2013, 394 p., ISBN 978-2-7453-2439-9, 75 €.

Cette édition du *Vieux cévenol*, roman historique de Jean-Paul Rabaut Saint-Étienne (1743-1793), paru pour la première fois en 1779, constitue une importante contribution à la connaissance du débat sur la liberté de culte en France à la veille de la Révolution. Elle est précédée d'un riche texte de présentation de plus de cent pages, dans lequel Céline Borello contextualise l'œuvre, avant d'en donner les principales clés de lecture. Si Rabaut Saint-Étienne est bien connu des historiens de la Révolution française, c'est avant tout comme législateur et historien, très peu comme homme d'Église, même si, comme le rappelle Philippe Joutard dans sa préface, tout le monde garde à l'esprit la figure de l'homme en redingote étreignant l'abbé Grégoire et dom Gerle au premier plan du *Serment du Jeu de paume* de Jacques-Louis David. Or, comme le souligne justement Céline Borello, Rabaut Saint-Étienne fut avant tout un pasteur, un théologien, dont l'action politique fut guidée par de profondes convictions religieuses. Il appartient à cette deuxième génération du « Désert » qui, après avoir organisé le culte clandestin, entreprend d'obtenir la liberté de culte pour les protestants de France. Céline Borello attire ainsi notre attention sur



les sermons théologico-politiques prononcés par le pasteur Rabaut devant les assemblées cultuelles, dont les manuscrits sont recopiés et largement diffusés au sein de la communauté. Quatre d'entre eux sont ici intégralement édités (p. 267-336) : le sermon sur les devoirs des sujets envers leur roi (1765), le discours prononcé à l'occasion du mariage du Dauphin, futur Louis XVI (1770), le sermon sur l'accord de la religion et des lois (1775) et le sermon sur les avantages et la nécessité du culte public (1776). Rabaut y rappelle, dans la plus pure tradition calviniste, la nécessaire soumission du chrétien aux puissances de la terre. En dépit des persécutions dont ils font l'objet, qui sont autant d'épreuves envoyées par Dieu pour éprouver leur foi, les protestants doivent s'affirmer comme de bons et loyaux sujets du roi. Mais Rabaut ne se contente pas de prêcher la soumission : il développe un argumentaire destiné à prouver l'utilité de la liberté de culte pour l'État et la société, mais également à légitimer la revendication de cette liberté par les protestants eux-mêmes. Ce faisant, ces derniers ne remettent pas en cause l'autorité du prince, mais, en loyaux sujets, viennent lui porter aide et conseil pour rétablir l'ordre et l'harmonie dans son royaume, gages du bonheur de ses peuples. Rabaut développe deux notions chères au projet émancipateur des Lumières, celle du bonheur terrestre et celle de l'utilité sociale de la religion, qu'il inscrit dans une perspective théologique qui reste très orthodoxe. Cette démarche est caractéristique du courant des Lumières chrétiennes, dont Céline Borello nous invite à découvrir l'un des plus éminents acteurs au sein de la sphère protestante.

En 1779, Rabaut publie *Le Vieux Cévenol ou Anecdotes de la vie d'Ambroise Borély, mort à Londres, âgé de 103 ans, sept mois et quatre jours*, ouvrage qui retrace la vie d'un protestant imaginaire, Ambroise Borély, de la révocation de l'édit de Nantes à l'avènement de Louis XVI. Ce roman historique tient tout autant du conte philosophique que du pamphlet militant, en réclamant ouvertement la pleine intégration juridique des protestants dans la monarchie française. Céline Borello reconstitue minutieusement la genèse de l'œuvre, ses influences littéraires – notamment *Le Mendiant boiteux* de Castilhon (1770) – et sa fortune éditoriale, en revenant sur les rééditions de 1784 et de 1788, effectuées du vivant de Rabaut et sous son contrôle direct. Si la première édition contient de nombreux épisodes sentimentaux, ajoutés par les soins de l'éditeur qui trouvait sans l'œuvre originale trop aride, ceux-ci ont été supprimés dans la version de 1788, entièrement remaniée, avec de nombreuses notes de bas de page, qui transforment le roman en un véritable manifeste politique en faveur de la liberté des cultes. Dans son argumentaire sur la tolérance, Rabaut se nourrit tout autant des idées défendues par les apologistes protestants de la génération précédente, tels qu'Antoine Court et Laurent de La Beaumelle, que de celles des philosophes « laïcs », à l'instar de Condorcet. Exprimant des revendications politiques extrêmement concrètes, cette édition de 1788 apparaît avant tout comme un texte de combat. Après l'obtention d'un état-civil par l'édit de novembre 1787, les protestants doivent maintenant obtenir la liberté totale de culte et la pleine égalité juridique avec les autres sujets du roi de France. Les souffrances endurées par Ambroise Borély et les siens témoignent de la nécessité de cet acte de justice, qui ne pourra que conforter la réputation d'un monarque bienfaisant. À la fin de l'ouvrage, le héros meurt confiant dans les intentions du jeune roi : « Son dernier soupir s'est porté sur la France et [...] il est mort en prononçant les noms de Henri IV et de Louis XVI ». Appuyée sur une grande érudition et un sens remarquable de la critique historique, cette édition scientifique du *Vieux Cévenol* est l'occasion de dresser le portrait intellectuel d'un pasteur et homme de lettres, devenu un acteur incontournable du débat public sur le régime des cultes à la veille de la Révolution. On ne peut qu'encourager Céline Borello à poursuivre ses recherches sur l'après 1788, afin de mieux connaître ce

personnage clé, devenu l'une des grandes autorités morales de la nation « régénérée », avant d'être emporté dans le tourbillon de la guerre civile.

Paul CHOPELIN

Monique COTTRET, **Histoire du jansénisme (XVII^e-XIX^e siècle)**, Paris, Perrin, 2016, 400 p., ISBN 978-2-262-03670-6, 23,80 €.

Monique Cottret, professeure émérite d'histoire moderne à l'université Paris-Ouest-Nanterre, nous livre ici une excellente synthèse de l'histoire du jansénisme du XVII^e siècle au XIX^e siècle. Loin de faire un simple catalogue des connaissances et des recherches sur le sujet, elle choisit une approche problématisée, confrontant les différentes interprétations, et, quoique se centrant essentiellement sur le territoire français, opte pour une approche européenne, avec des ramifications en Hollande avec l'Église d'Utrecht, en Italie, surtout à la charnière des XVIII^e et XIX^e siècles – aspect développé dans le dernier chapitre consacré aux « derniers fidèles », ainsi qu'en Autriche et dans la péninsule ibérique – aspects très peu évoqués dans l'ouvrage. L'étude concerne surtout l'âge d'or du jansénisme, aux XVII^e et XVIII^e siècles, mais aussi le XIX^e, et offre une analyse intéressante du devenir du jansénisme après la Restauration, avec notamment une explication sur la fin définitive du jansénisme après 1870.

Le jansénisme est un phénomène complexe à cerner en raison du flou entourant sa définition. Le terme « janséniste » est à l'origine utilisé par les détracteurs. Aussi le jansénisme se définit-il moins par son contenu théologique que, de manière négative, par le regard de l'adversaire, soit de l'Église, des jésuites, de Rome, de l'État, du roi. Ses adeptes, évoluant dans l'opposition, subissent pour le mieux l'anathème, pour le pire la destruction, mais « savent jouer des contradictions du pouvoir » pour résister, agir dans la clandestinité. Le jansénisme revêt donc indubitablement une composante politique. Préciser la définition du jansénisme, tenter d'en cerner ses invariants derrière la diversité des comportements, des engagements, s'avère bien sûr l'objectif ultime de l'auteure. Afin d'affiner son questionnement, elle se donne comme axe directeur de montrer comment une querelle théologique, interne au catholicisme, partie de la publication posthume de l'ouvrage *l'Augustinus* de Jansen (1640), portant sur la prédestination et les rapports entre la grâce divine et la liberté humaine, devient une affaire d'État, qui bouleverse les deux derniers siècles de l'Ancien Régime, avec des réminiscences au XIX^e siècle, surtout sous la Restauration.

Monique Cottret choisit un plan chronologique, découpé en quatre grandes parties. Dans la première partie, « Une passion baroque ? », centrée sur la période allant de la publication de *l'Augustinus* de Jansen à celle des *Provinciales* de Pascal, et divisée en trois chapitres (l'invention d'une hérésie, un petit air de Fronde, le génie et le miracle), elle fonde sa réflexion sur une expression utilisée par Robert Mandrou dans son *Introduction à la France moderne*. Elle montre que le jansénisme de ce premier XVII^e est fruit de son temps en s'inscrivant « dans la vision tragique du monde qui pèse sur les élites », séduites pour partie par la « sévère doctrine augustinienne de la grâce ». Dans la deuxième partie, incluant trois chapitres (persécution, paix de l'Église, agonie de Port-Royal), l'auteure explique comment Louis XIV, par sa volonté absolutiste traduite par une politique alternant répression et ouverture, a fabriqué les jansénistes, d'une part en confortant ceux déjà surnommés ainsi dans l'idée qu'ils représentaient la véritable Église conçue comme la



communauté des croyants – et non assimilée à la simple hiérarchie ecclésiastique – d'autre part en transformant en véritable adhésion la « sympathie [d'un certain nombre, réguliers, séculiers, laïcs] pour l'augustinisme militant ». Sur le plan théologique, avec notamment Quesnel, le jansénisme, s'éloignant de Jansénius, se mêle de thomisme. Il gagne son unité, politique, dans l'opposition, de *Mars Gallicus* à l'exil hollandais, et du Formulaire (1661) à la Régale (1675), et plus encore au XVIII^e siècle avec la bulle *Unigenitus* faite par Clément IX, voulue par Louis XIV, dans le but de condamner définitivement Quesnel et de faire plier les évêques. Au « siècle de l'*Unigenitus* », traité dans la troisième partie, allant donc de 1713 aux années 1780, structurée en trois chapitres (la bulle, l'appel et la redistribution des cartes ; les jansénismes dans le grand bouleversement de la mi-temps du siècle ; du prétendu jansénisme au patriotisme), la dimension politique du jansénisme se renforce et acquiert désormais un « caractère ouvert et assumé ». D'« appelants » à « patriotes », les jansénistes défendent le conciliarisme, tant dans l'Église que dans l'État, et l'érastianisme, sorte de pré-joséphisme, qui défend la suprématie absolue de l'État en matière ecclésiastique. Dans la seconde moitié du siècle, le jansénisme tend à se dissoudre dans l'esprit des Lumières, dont il se rapproche étroitement concernant par exemple ses positions quant à la tolérance civile à l'égard des protestants, la critique scolastique, la position sur le mariage, les débats sur le libéralisme. La quatrième partie, intitulée « De la tolérance à la liberté », aborde la période révolutionnaire et le XIX^e siècle. Dans les chapitres X « Le basculement révolutionnaire » et 11 « Le traumatisme de la déchristianisation » de 1793 au Consulat, l'auteure analyse le devenir du jansénisme en révolution. « Basculement » il y a pour cette mouvance car elle n'est désormais plus dans l'opposition. L'auteure revient bien sûr sur les liens entre Révolution – française mais aussi du Brabant — et jansénisme, en reprenant les différentes interprétations des historiens (comme Edmond Préclin, René Taveneaux, Dale Van Kley) et en s'appuyant essentiellement sur la lecture et la diffusion des *Nouvelles ecclésiastiques*. Le périodique janséniste soutient de manière constante le christianisme patriotique de l'Église constitutionnelle puis gallicane. Chose moins connue, Monique Cottret met également en lumière l'existence de liens entre jansénisme et contre-Révolution, avec l'itinéraire de Maulrot, Jabineau et plus particulièrement de l'émigré monarchiste et conservateur Robert de Saint-Vincent. En 1799, le jansénisme semble bien insaisissable, « moins que jamais un parti, même plus une nébuleuse, mais des atomes, des poussières qui se déchirent, mais peuvent aussi s'entraider ». Dans le dernier chapitre, « Les derniers fidèles », centré surtout sur l'Empire et la Restauration avec des prolongements jusqu'en 1870, l'auteure approfondit l'analyse des liens de Grégoire avec le jansénisme, déjà amorcée dans les chapitres précédents, fait un zoom sur le jansénisme italien qui s'est développé au seuil du XIX^e siècle notamment avec Degola, et, s'appuyant sur les travaux de Bernard Plonger, offre une analyse très intéressante de la « fièvre ultramontaine » dans les années 1820, qui réactive l'affaire du refus de sacrements du siècle précédent : afin d'exterminer le jansénisme et les restes de l'Église constitutionnelle, les sacrements, particulièrement l'extrême-onction, sont refusés aux ecclésiastiques persistant à rejeter les textes antérieurs sanctionnant le jansénisme, et remontant pratiquement au milieu du XVII^e siècle, à savoir : le Formulaire de 1661, la bulle *Unigenitus* de 1713, les brefs de Pie VII condamnant la Révolution et la doctrine des droits de l'homme. Mais, cette fois-ci, le jansénisme sort perdant. Il recule, alors que triomphent les jésuites et l'ultramontanisme, et que la religion populaire évolue vers une dévotion sensible mais soumise à Rome. 1870, avec la proclamation de l'infailibilité pontificale, est une revanche sur 1790, triomphe du jansénisme, du gallicanisme et du libéralisme, lui-même revanche sur 1713.

En conclusion, l'auteure s'attache d'abord à répondre à la question de la définition même du jansénisme d'abord de manière provocante : « En ce sens [celui de rechercher un fonds commun], le jansénisme n'existe pas » ; puis, ne voulant pas céder à l'aporie, elle dégage trois invariants : les droits et devoirs de la conscience, sur lesquels les jansénistes fondent leur résistance à l'État et à l'Église ; une histoire, chrétienne, providentialiste ; l'importance accordée à la culture juridique, avec notamment la tolérance civile. On pourrait également ajouter leur capacité, surtout au XVII^e et XVIII^e siècle, à mobiliser l'opinion et leur souci des pauvres. Monique Cottret termine par une évocation très intéressante du jansénisme depuis le début du XX^e siècle, notant que dans notre société actuelle, « qui encense la liberté des mœurs », les jansénistes, à l'égal des puritains, ne peuvent avoir « bonne presse ».

La lecture de cet ouvrage s'avère indispensable pour tout curieux d'histoire politique, religieuse et culturelle de cette période des XVII^e-XIX^e siècle ; la dernière partie intéressera particulièrement le lecteur « révolutionnaire » mais elle ne peut être pleinement comprise sans la lecture des trois précédentes, en raison des constantes recompositions que connaît le jansénisme. Le plan, chronologique, permet de souligner les permanences, les ruptures, les adaptations, les accommodements. Le contenu est extrêmement documenté, parce que nourri des différentes strates de la recherche historique voire littéraire sur le sujet depuis Sainte Beuve. Il faut souligner la richesse et la pertinence de l'appareil critique, situé en fin d'ouvrage, qui, avec l'index des personnages, en font un ouvrage très pratique d'utilisation. Une bibliographie a été également ajoutée, recensant uniquement les histoires générales du jansénisme – cette restriction s'expliquant par l'abondance des ouvrages et articles consacrés en partie ou non au jansénisme mentionnés dans les notes. Sont aussi insérées de nombreuses citations, le plus souvent de contemporains, mais également d'historiens – principalement de René Taveneaux, envers lequel les recherches sur le jansénisme ont une dette immense. Ces citations, très pertinemment choisies, découpées, éclairent très utilement la démonstration et donnent de la respiration à la lecture ainsi que de la chair au propos : le lecteur lit mais également vit l'histoire. Enfin, la lecture de cet ouvrage est très stimulante dans la mesure où Monique Cottret ouvre de très intéressantes perspectives. En effet, il s'agit d'une synthèse qui récapitule les recherches menées sur le sujet, très vaste, mais qui suggère également de nouveaux champs de recherche ou des approfondissements. C'est particulièrement le cas pour la période révolutionnaire et le XIX^e siècle : une étude sur le jansénisme après 1794 est à lancer, comme celle surtout des jansénistes contre-révolutionnaires. Enfin, le style contribue à rendre la lecture très agréable. Il est clair et efficace, non dénué d'humour parfois, accessible à tout lecteur, même quand des questions parfois complexes, touchant à la théologie et à l'ecclésiologie, sont abordées.

Ainsi, cet excellent ouvrage fait partie des indispensables de toute bibliothèque d'histoire moderne et révolutionnaire.

Caroline CHOPELIN-BLANC

Mona OZOUF, **De Révolution en République. Les chemins de la France**, Paris, Gallimard, coll. Quarto, 2015, 1376 p., 67 documents, ISBN 978-2-07-014561-4, 33 €.

« D'une réunion de textes, que peut-on attendre ? » s'interroge l'auteure. C'est aussi la question que se pose évidemment le lecteur, quand il est confronté à ce genre de volumes ; la plupart des textes proposés ici, ayant été publiés par Gallimard depuis



les années 1970, quand paraît *La Fête révolutionnaire* (1976). S'y ajoutent des préfaces, quelques comptes rendus de livres et des documents inédits qui retracent « le parcours » de Mona Ozouf : de la Bretagne où elle est née, au lycée de Caen, où elle enseigne la philosophie, avant de se lancer dans la recherche en histoire au CNRS et d'aboutir à l'École des Hautes Études en Sciences sociales, où elle est devenue l'historienne que l'on connaît.

Le volume se compose de trois sections et d'une postface. À l'honneur, la Révolution française, ses acteurs, ses idées, ses créations et symboles. On y retrouve aussi des articles fondateurs sur le temps de la Révolution, sur la mémoire et l'oubli, sur le phénomène de commémoration *versus* remémoration – dont la lecture est indispensable pour quiconque travaille sur le thème, car l'auteure distingue très bien ce qui différencie la première de la seconde. On remarquera que sont absents en revanche les articles sur l'espace révolutionnaire – notamment « Le cortège et la ville : itinéraires parisiens des fêtes révolutionnaires » ou bien « La Révolution française et la perception de l'espace national », particulièrement inspirants pour qui s'interroge sur la façon dont l'espace est vécu sous la Révolution. Il est vrai que *La Fête révolutionnaire* traite également du sujet. Personnellement j'avais beaucoup appris ou compris en lisant ces deux articles. Des étudiants de l'Université d'Amsterdam s'en sont même inspirés pour rédiger une étude comparative des fêtes patriotes en France et aux Pays-Bas. Parmi les articles relatifs aux acteurs, aux idées et aux événements – publiés avant tout dans le *Dictionnaire critique de la Révolution française* (1988), rappelons l'importance de ceux consacrés à Danton et à la triade révolutionnaire : liberté, égalité, fraternité. De même, « le procès et la mort de Louis XVI » n'a pas pris une ride.

De la Révolution on passe logiquement à la République, à sa naissance, ses dilemmes, son école. Y sont inclus l'excellent chapitre sur l'idée républicaine, publié initialement dans *Varennes. La mort de la royauté* (Gallimard, 2005) et « L'idée républicaine et l'interprétation du passé national » (*Annales HSS*, 1998), article tout aussi passionnant. Et évidemment la réflexion sur l'école républicaine – qui, rappelons-le, était le premier sujet d'étude de Mona Ozouf et de son époux. Ici encore plusieurs thèmes traités ont été des sujets d'inspiration pour les générations suivantes. Notamment, ce qui touche à la Révolution française telle qu'elle s'enseignait dans les écoles de France et d'ailleurs. Le comparatisme – absent des travaux de Mona Ozouf – leur conférerait une dimension nouvelle et universelle.

Le troisième volet du volume porte sur la France, ou mieux les France. À savoir le pays, les paysages et les terroirs, les Français et l'identité française. La première partie reprend principalement des chapitres publiés dans *l'École de la France. Essais sur la Révolution, l'utopie et l'enseignement* (Gallimard, 1984), traitant de la Révolution française et de la perception de l'espace national, ou bien de l'invention de l'ethnographie française. Autres articles fondateurs : « Le tour de France par deux enfants. Le petit livre rouge de la République », paru en 1997 dans *Les Lieux de mémoire*, dirigé par Pierre Nora, et « Les Gaulois à Clermont-Ferrand », commentaire du très intéressant colloque *Nos Ancêtres les Gaulois*, tenu à Clermont-Ferrand en 1980. Jules Ferry, déjà présent dans la section précédente, réapparaît dans celle consacrée à l'identité nationale. Deux articles sont ainsi consacrés à ce sujet délicat. Le second s'interroge sur ce qu'est l'identité française et si elle est en crise. La question est évidemment de savoir comment attribuer une identité à ce qui est multiple, divers et varié. La juxtaposition des textes de ce *quarto* démontre ce qu'il en est. Comme l'écrit Mona Ozouf elle-même, elle permet de découvrir « la résistance obstinée que les France, les France *vécues* opposent à la France *voulue*, à la France une et indivisible ». L'auteur conclut donc cet article de façon très nuancée et rejette l'idée d'une identité française substantielle, figée, sclérosée. Si identité nationale il y a, elle serait « le produit d'un travail complexe de transmission et d'assimilation ». Et Ozouf d'inviter

à faire coexister les valeurs universelles et les mémoires particulières et à arbitrer entre nos multiples identités. Réflexion sans doute provoquée en son temps par les nombreuses critiques américaines contre les positions adoptées par Pierre Nora et ses collaborateurs dans les célèbres *Lieux de mémoire*, trop orientées à leur goût vers la culture d'État ou la culture nationalement construite. On remarquera par ailleurs que ne sont pas reprises ici les études parues sous le titre *Les mots de femmes. Essai sur la singularité française* (Fayard, 1995), sans doute parce que l'auteure ne se sent pas très à l'aise avec le féminisme pur et dur et la théorie du genre. C'est du reste perceptible dans un fragment de la conclusion (p. 1325-1329), qui aborde la parité et le port du voile.

L'auteure a choisi en effet de conclure ce qui précède par un chapitre tiré de *Composition française. Retour sur une enfance bretonne* (Gallimard, 2009). Dans ce chapitre justement, elle traite de l'affrontement entre « l'universalité française et la particularité bretonne », qu'elle-même a vécu dès son enfance, ce qui lui permet de revenir sur la Révolution, sa soif d'unité et son rejet de la diversité ; sur l'école républicaine qui ambitionne d'articuler local et national ; sur l'actualité et son refus du communautarisme ; et aussi, sur la volonté de l'auteure de réconcilier collectif et particulier, national et local. La boucle est ainsi bouclée.

Érudition, réflexion, style clair, précis mais imagé, ce sont les qualités indéniables des ouvrages de l'historienne philosophe qu'est devenue Mona Ozouf. Le Quarto se lit donc avec un plaisir indéniable et, sous sa forme nouvelle, dévoile pleinement la cohérence de l'œuvre d'une vie. Il est dommage toutefois que l'éditeur n'ait pas jugé bon d'ajouter un index, indispensable tant de noms et de matières sont traités. On appréciera en revanche le dossier de documents photographiques et textuels qui illustrent le parcours de l'auteure et la couverture du livre où figure un très joli buste coloré de la République, qui appartient à Mona Ozouf en personne. Tout un symbole !

Annie JOURDAN

Christophe BIGOT, **Le Bouffon de la Montagne**, Paris, Éditions de La Martinière, 2016, 379 p., ISBN 978-2-7324-7747-3, 20 €.

Laurent Lecointre (1742-1805), fabricant et commerçant en toiles, lieutenant-colonel de la garde nationale de Versailles en 1789, président de l'administration départementale de Seine-et-Oise en 1791, député du même département à l'Assemblée législative puis à la Convention, dénonciateur irrépressible (successivement des gardes royaux, de la municipalité de Versailles, des ministres Duportail et Narbonne, de Beaumarchais, de Marie-Antoinette, de Robespierre), régicide sans pitié pour les enfants royaux, représentant en mission en Normandie, thermidorien calomniateur avant de tomber lui-même victime de la réaction, partisan de Babeuf, réfractaire au consulat à vie, aurait-il rêvé pareille postérité ? Un roman qui lui est consacré ! Oui, mais, le saisissant sur son lit mortuaire dans sa propriété de Guignes et offrant au lecteur un long *flashback* sur son passé révolutionnaire, Christophe Bigot le construit en antihéros. Veule, versatile, intéressé, égoïste, chicaneur, ambitieux et aigri, souvent ridicule dans ses opinions ou dans ses gestes, le voilà donc ballotté au grand vent de l'histoire, avec toujours un temps de retard sur le présent. Son habit de représentant en mission « constellé de taches » (p. 184), est évidemment métaphorique. Ébloui par les gloires du moment, ces orateurs ou démagogues qu'il n'égala jamais, tels Mirabeau, Danton, Desmoulins, Gorsas ou Marat, mais prêt à les trahir si son intérêt



et sa carrière l'exigent, Lecointre se débat tout autant avec les incompréhensions et les ruptures familiales : les sentiments royalistes de sa femme, les divergences idéologiques et économiques avec ses frères, le mariage d'amour sans cesse repoussé de sa fille. Toute sa spéculation intellectuelle est exclusivement tournée vers son intérêt propre, sa carrière, fût-ce en sacrifiant ses proches à sa réputation – ainsi de son fils envoyé comme volontaire aux armées. Ce « bouffon de la Montagne » est un clown bien triste qui s'agite, tonitrué, plastronne dans une pantomime des ratés devant les pendrions épars de la Révolution.

Car la décennie, même en toile de fond profondément noire, est loin d'apparaître dans ses logiques sociales et politiques : au-delà d'une brève évocation de la crasse et de l'ivrognerie des sans-culottes (p. 190), des « scènes de cannibalisme » subodorées chez les jacobins (p. 271), nulle foule ici n'est jamais rassemblée dans le débat ou la lutte ; à défaut de comprendre le sens et les conséquences de la fuite du roi, les choix événementiels mobilisent les images d'Épinal (les massacres de septembre, la fête de l'Être suprême, les 8 et 9 Thermidor), quels que soient les conseils obtenus de Guillaume Mazeau sur la mort de Marat et ses lendemains, qui prennent des proportions inversement égales au rôle (nul, pour cause d'absence) qu'y joua Lecointre. Dans ses portraits par Huet que ce dernier sollicite, dans les surenchères verbales auxquelles il se livre pour mettre en scène ses élans sacrificiels, incarnerait-il le triomphe de l'individualisme et de l'égotisme qu'aurait encouragés une révolution au crédit de laquelle est seulement mise la victoire de Fleurus ? Les protagonistes en sont autant de figures de cire reconstituées à partir d'une vulgate historiographique construite dès 1793, et plus encore en 1795 : Marat, vicieux, guette dans l'ombre la désirable et vierge Marie-Louise Lecointre ; noceur, Hébert arbore « le pli amer de ceux qui se livrent aux passions tristes » (p. 205) ; *deus ex machina* ou grand pontife, Robespierre monte le 8 Thermidor « à la tribune pour y jeter méthodiquement son averse de neige » (p. 200), poudre de sa perruque et propos glacés faisant bon ménage. À la sensiblerie forcée et à l'exaltation trompeuse de ces hommes sont opposés les sentiments et la pureté de la citoyenne Lecointre, la beauté de Charlotte Corday.

La Révolution, simple creuset des passions ? D'autres y ont dessiné des caractères bien avant Christophe Bigot, certains s'y emploient encore : cinéastes abonnés à un comique français potache ou handicapé par des semelles de plomb, présentateurs de télévision jouissant d'une histoire nationale claquemurée dans un observatoire des princes, historiens-mêmes qui, loin des archives et de la compréhension du XVIII^e siècle, parient sur une vie publique révolutionnaire aussi politicienne que la nôtre et nient la sincérité des choix idéologiques individuels. La clé du roman est-elle dans cet anachronisme ? Il y aurait alors une licence littéraire défendable, d'autant que tout cela se lit sans difficulté entre deux trains, quelles que soient les incohérences oubliées (p. 263, Lecointre et Fréron convoquent... Fréron) et d'autres assumées. Car le problème est bien là : avant quelques notices biographiques et une chronologie, l'ouvrage s'accompagne de seize pages ouvrant sur l'atelier du narrateur, claudiquant entre écrits de Lecointre, archives parlementaires, sources historiographiques disparates (de Jacques Guilhaumou à Jean Tulard, en passant par Michel de Decker...), témoignages privés et trésors de son imagination – jusqu'à ses « propres cauchemars de guillotine » (p. 360) – qui justifient les accroc à l'histoire. Toute illusion, si tant est qu'il en restât, meurt avec ce dévoilement. Il est difficile en effet, eu égard à la pauvreté de la contextualisation, de prétendre offrir au lecteur les clés d'une « figure haute en couleur mais complexe », voire d'une époque (p. 360). Que dire des emprunts

prétendus à Balzac ou à Zola (p. 353), là où il nous avait semblé au mieux rencontrer Dumas, avec cape mais sans épée.

Philippe BOURDIN

Gaëtan DE ROYER, **Aux Affiches citoyens 1789 à 1889, les fièvres de la rue racontées par l'affiche**, Paris, éditions du Mécène, 2014, 159 p., ISBN 978-235-896-0328, 25 €.

« Dans les tempêtes révolutionnaires, les affiches remplacent les tocsins, font trembler les gouvernants, enflamment les opinions, et mettent à tous les écrivains placardeurs un fer chaud à la main ». Après cette belle épigraphe de Louis Sébastien Mercier, l'ouvrage de Gaëtan de Royan présente une centaine d'affiches, de la Révolution Française à l'affaire Boulanger. L'affiche politique fait l'objet, depuis plus d'une vingtaine d'années, d'un intérêt croissant, donnant lieu à de nombreuses expositions dont les catalogues ont souvent fait date. En privilégiant le long XIX^e siècle, alors que dominant plutôt les études de l'image politique du XX^e siècle, *Aux Affiches citoyens !* pourrait offrir un utile rééquilibrage.

Posons d'emblée le fait qu'il ne s'agit pas d'un ouvrage scientifique : il est l'œuvre d'amateurs éclairés (un consultant en affaires publiques et en communication institutionnelle, aidé d'un administrateur civil au ministère de la Défense). Aussi n'ont-ils pas le réflexe de référencer les citations, ni même de les dater, mettant souvent sur le même plan les propos des contemporains des affiches avec ceux des historiens qui les analysent, ou de donner les dimensions originales des affiches reproduites.

Après une introduction qui rappelle brièvement, mais efficacement, les conditions légales et techniques de l'affichage politique dans le XIX^e siècle français, l'ouvrage se présente en sept chapitres centrés sur des événements : les six moments révolutionnaires parisiens (1789, 1830, 1848, 1851, 1870, 1871) et... les affiches électorales de Boulanger. Pourquoi mettre la campagne du *général revanche* à la suite des révolutions ? Voilà qui ne va pas de soi mais qui, surtout, n'est pas justifié par l'auteur. Certes Boulanger a pu mobiliser, en les détournant, les symboles et souvenirs de 1789. Certes une partie de l'historiographie voit dans le mouvement nationaliste la naissance d'une « droite révolutionnaire ». Mais justement, la question fait débat, et il est là tranché, sans même en poser les termes, par l'inclusion du chapitre final. On pouvait même craindre à la lecture de l'introduction générale que la colonisation soit elle aussi attachée à l'ensemble. Une courte phrase, mais éminemment problématique, évoque « la guerre des Girondins contre l'Europe, l'engouement pour la Pologne, le soutien à l'unification italienne et la colonisation » comme autant de « manifestations [...] d'une exceptionnelle propension française à se mobiliser pour *exporter ces valeurs* ». L'association qui revient à inclure la colonisation dans le messianisme révolutionnaire a de quoi laisser pantois...

Chaque chapitre s'ouvre sur une introduction qui rapidement contextualise, puis présente une dizaine de reproductions d'affiches, chacune accompagnée d'un court texte de présentation. Le principal intérêt de l'ouvrage tient en la présentation de ces *fac-similés* des affiches politiques de la Révolution française et du XIX^e siècle. Certaines sont de vraies perles, heureusement exhumées des riches collections de la bibliothèque de l'Assemblée Nationale ou de la bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC). Le choix d'une reproduction photographique permet de saisir les graphies, mises en page, jeux de couleurs, facilitant le voyage dans le temps. Malheureusement, c'est trop souvent



au détriment du déchiffrement du texte, souvent illisible à l'exclusion des titres. On pourra également s'étonner de l'inégale qualité des notices accompagnant les affiches : quand certaines apportent des informations heuristiques sur leur contenu ou leur élaboration, d'autres sont juste descriptives quand elles n'ont pas rien à voir avec l'affiche concernée.

On arguera que l'ouvrage n'a pas d'autres ambitions que d'offrir, comme le dit son auteur, « une petite histoire du XIX^e siècle à travers les affiches » et se réjouir d'une belle série de reproductions qui offre à l'amateur de la période une base documentaire. Mais l'on pourra aussi regretter que les apports récents des *visuals studies* en histoire politique soient ici sacrifiés au profit d'une approche par trop muséographique de l'objet.

Mathilde LARRÈRE